

CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2020-2021**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Août 2020

CONSEIL DE GESTION DU FONDS VERT

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2020-2021**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Août 2020

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés
 - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
-

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué par le personnel du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) en 2019-2020.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18) :
<http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>

QUESTION GÉNÉRALE N° 2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :

- a) les raisons du déplacement;**
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
 - c) les coûts ventilés;**
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;**
 - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**
-

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué par la présidente-directrice générale du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) en 2019-2020.

En vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17), l'information relative à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV : <http://www.cqfv.gouv.qc.ca/cqfv/diffusion-information.htm>.

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
-

Aucunes dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites n'ont été faites par le Conseil de gestion du Fond vert en 2019-2020.

- Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.
- En vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24), l'information relative à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV : <http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Aucunes dépenses en publicité effectuées spécifiquement sur Internet n'ont été effectuées par le Conseil de gestion du Fonds vert en 2019-2020.

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;**

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;**
- e) le but visé par chaque dépense;**
- f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;**

Par un professionnel ou par une firme externe:

- g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;**
 - h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;**
 - i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);**
 - j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;**
 - k) le but visé par chaque dépense;**
 - l) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.**
-

Aucunes dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements n'ont été effectuées par le Conseil de gestion du Fonds vert en 2019-2020.

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
-

Le personnel du Conseil de gestion du Fonds vert n'a pas organisé ni participé à une formation de communication.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphes 22 et 23**) :

<http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant:

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
 - e) les personnes qui ont reçu la formation.
-

Aucune formation de communication pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés n'a été organisée par le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) pour l'année 2019-2020.

L'information fournie en réponse à cette question est publiée dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du CGFV en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 22 et 23**) : <http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Mode d'octroi du contrat	A) Nom du professionnel ou de la firme	E) Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
Gré à gré	Sophie Despins, graphiste	4 500,00 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

Aucun appel d'offres public n'a été publié par le Conseil de gestion du Fonds vert.

À noter que ce type d'information serait toutefois disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
 - e) une description de son mandat;**
 - f) la date de début de son contrat;**
 - g) la date prévue de fin de son contrat;**
 - h) sa rémunération annuelle.**
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
-

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques n'a été initié en 2019-2020 par le Conseil de gestion du Fonds vert.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
 - b) la nature du projet ;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
-

Voir question générale n° 11.

De façon séparée et distincte pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

a) la photocopie	2 230,42 \$
b) le mobilier de bureau	0,00 \$
c) l'ameublement	0,00 \$
d) la décoration et l'embellissement	0,00 \$
e) le distributeur d'eau de source	0,00 \$
f) le remboursement des frais de transport	6 055,51 \$
g) et h) le remboursement des frais d'hébergement et de repas	1 401,91 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0,00 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i. au Québec ii. à l'extérieur du Québec	7 914,12 \$ 0,00 \$

Données au 31 mars 2020

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil ;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil

c) les coûts d'acquisition des appareils

- 0 \$

d) le coût d'utilisation des appareils

- 1 223,69 \$*

e) le coût des contrats téléphoniques

- Le coût des contrats est inclus dans les frais d'utilisation des appareils

h) le coût des frais d'itinérance

- 75,93\$

j) les coûts de résiliation

- 0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil de gestion du Fonds vert en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25) :

<http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>

*Le coût d'utilisation des appareils inclut les coûts des frais d'itinérance.

Données au 31 mars 2020

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 A-B

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus et moins de 35 ans.

2019-2020 CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		TOTAL DE L'EFFECTIF				PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES
	Groupe d'âge		Groupe d'âge		Groupe d'âge		Nbre Total	% effectif total				
	-35	35 +	-35	35 +	-35	35 +						
Cadres	0	0	0	2	0	2	2	25,0%	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Professionnels	0	0	2	1	2	1	3	50,0%	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	1	0	0	1	1	1	2	25,0%	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0,0%	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Sous-total au CGFV	1	0	2	4	3	4	7	100,0%	0	0	0	0
Total CGFV	1		6		7				0	0	0	0
%	14,3%		85,7%		100,0%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Données 2019-2020 en date du 31 mars 2020

Pour 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

	NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL
CATÉGORIE D'EMPLOI	2019-2020
Cadre	4,00
Professionnels	590,02
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	9,55
Ouvriers	s.o.
TOTAL	603,57

Données au 31 mars 2020

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 D

Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

CATÉGORIE D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	PLUS DE 100 JOURS
Cadres	2	0	0	0
Autres	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Professionnels	2	1	0	0
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	1	0	1	0
Ouvriers	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
TOTAL	5	1	1	0

Données au 31 mars 2020

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 F

Pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

CATÉGORIE D'EMPLOI	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
Cadre et TES	0,00	0,00	0,00	10,00	4,00	1,00	1,00	0,00	5,50	0,00	5,00	0,00
Autres	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Professionnels	0,00	0,00	0,00	7,50	7,50	0,00	13,00	3,63	9,00	7,50	0,00	0,00
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	0,00	0,00	4,00	15,00	8,00	0,00	0,00	0,00	4,00	1,00	0,00	0,00
Ouvriers	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total	0,00	0,00	4,00	32,50	19,50	1,00	14,00	3,63	18,50	8,50	5,00	0,00

GRAND TOTAL	106,63
--------------------	---------------

Données au 31 mars 2020

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 H

Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

TERRITOIRE DE TRAVAIL	ANNÉE 2019-2020				
	CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	OUVRIERS	TOTAL
CENTRAL	2	3	2	s.o.	7
RÉGIONS	0	0	0	s.o.	0
TOTAL — CGFV	2	3	2	s.o.	7

Données en date du 31 mars 2020

L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS	
	EXPERT (Majoration de 10 %)	EMERITE (Majoration de 15 %)
Professionnels	0	0
TOTAL	0	0

Données au 31 mars 2020

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 L

Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
Professionnel	0

Le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).

TERRITOIRE DE TRAVAIL	ANNÉE 2019-2020				
	CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	OUVRIERS	TOTAL
Capitale-nationale	2	3	2	S.O.	7
RÉGIONS	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Nombre de postes vacants	0	6	1	S.O.	7
TOTAL — CGFV	2	9	3	S.O.	14

Données au 31 mars 2020

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 N

Pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021; le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 O

Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 P

Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 Q

Pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 : le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

Aucun poste n'a été aboli en 2019-2020 au Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 15 R

L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région, pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :

TERRITOIRE DE TRAVAIL - CAPITALE-NATIONALE	ANNÉE 2019-2020				
	CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	OUVRIERS	TOTAL
Nombre de postes vacants	0	6	1	S.O.	7
Nombre d'ETC non comblés	0	6	1	S.O.	7

Données au 31 mars 2020

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

- a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Nombre de départs à la retraite en 2019-2020 et en 2020-2021 en incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor
b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	Aucun
c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées	Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a) des renseignements généraux
d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats en 2019-2020	1 personne

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse.

a) emplacement de la location	675, Boul. René-Lévesque Est 1 ^{er} étage, bureau 1.400 Québec (Québec) G1R 5V7
b) superficie totale louée	549 m ²
f) coût total annuel de la location (voir note 1)	113 090,88 \$
g) coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés	4 152,53 \$ en 2017-2018 – travaux généraux de peinture et d’aménagement des locaux.
h) durée du bail;	12 mois (voir note 1)
i) propriétaire de l’espace loué	Société québécoise des infrastructures

Note 1 : du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du CGFV en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : <http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/diffusion-information.htm>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 18

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
 - b) les coûts;**
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**
-

Aucunes dépenses de déménagement, d'aménagement, de rénovation ou autres travaux dans les espaces occupés par le Conseil de gestion du Fonds vert n'ont été effectuées en 2019-2020.

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
 - b) les coûts;**
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 21

Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
 - g) les prévisions pour 2019-2020.
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2020-2021.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
 - b) par catégorie d'âge;**
 - c) prévisions pour 2020-2021.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Aucun poste n'a été aboli au Conseil de gestion du Fonds vert en 2019-2020.

QUESTION GÉNÉRALE N° 26

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question puisqu'il n'a pas de bureaux régionaux.

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

a) Coût :	b) fournisseur :	c) nature du service
500,00 \$	Publication Mass-Média Inc.	Le Courrier parlementaire

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n'a été déboursée par le Conseil de gestion du Fonds vert.

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
 - i) les noms de domaines réservés;
 - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
-

a) Nom du site Web:

Site Internet informationnel du Conseil de gestion du Fonds vert mis en ligne le 21 décembre 2017 :
www.cgfv.gouv.qc.ca/

b) Nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

La Direction des communications (DC) du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).

c) Coûts de construction du site :

Par souci d'économie, le site a été construit par l'équipe Web de la DC, à même l'infrastructure du site Internet du MELCC. Il s'agit donc d'un sous-domaine.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : Compris dans le prix d'hébergement du site Internet du MELCC, soit 646\$ pour l'année 2019-2020 (CSPQ)

Mises à jour : Équipe Web du MELCC

e) Coûts de modernisation ou de refonte :

Aucun

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits») pour 2019-2020* :

Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour :

Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

h) Responsable du contenu sur le site :

Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Noms de domaines réservés :

Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

124,20 \$ pour 2019-2020 assumé à même les coûts liés à la réservation de domaines du MELCC.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
-

Voir réponse à la question n° 8. Aucune nomination de mandataire, émissaire, négociateur, médiateur, commissaire, expert ou enquêteur n'a été effectuée par le Conseil de gestion du Fonds vert.

Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec :

- a) les régions et les villes visitées;**
 - b) les personnes rencontrées;**
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;**
 - d) les raisons du déplacement;**
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
 - f) les coûts ventilés;**
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.**
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :

- a) le détail des mandats;**
 - b) le coût (déplacements, etc.);**
 - c) le nombre de ressources affectées;**
 - d) le nombre de rencontres;**
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
 - f) l'objet;**
 - g) les dates.**
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 37

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020- 2021.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question puisqu'il n'offre aucun service tarifé aux citoyens.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 et 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun boni ou prime au rendement n'a été accordé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 42

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020, le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été versée par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction au Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organisme.

QUESTION GÉNÉRALE N° 48

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec (Secrétariat à la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Aucun service ou avis juridique n'a été demandé par le Conseil de gestion du Fonds vert en 2019-2020.

QUESTION GÉNÉRALE N° 57

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);**
 - b) les grands dossiers en cours;**
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;**
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;**
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**
-

a) la dépense totale (opération et capital);

- opérationnel :
 - 809,00 \$ (achats de licences)
 - 30 500,00 \$ (services et supports informatiques fournis par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques);
- capital : 0 \$

b) les grands dossiers en cours; aucun pour le Conseil de gestion du Fonds vert

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques; voir question générale numéro 11

QUESTION GÉNÉRALE N° 58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 59

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 60

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;**
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 61

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 62

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date ;**
 - b) La nature ;**
 - c) Les participants ;**
 - d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.**
-

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 64

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
 - b) La nature ;
 - c) Les questions posées ;
 - d) Les réponses ;
 - e) La firme retenue ;
 - f) Les coûts.
-

Aucun sondage ou enquête d'opinion n'a été réalisé par le Conseil de gestion du Fonds vert en 2019-2020.

QUESTION GÉNÉRALE N° 65

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

Aucune somme n'a été dépensée et aucune action n'a été réalisée dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec par le Conseil de gestion du Fonds vert en 2019-2020.

QUESTION GÉNÉRALE N° 66

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 67

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

QUESTION GÉNÉRALE N° 68

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

La liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse à la question générale 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

QUESTION GÉNÉRALE N° 69

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

Aucune somme n'a été dépensée et aucune action n'a été réalisée dans le cadre de la Politique culturelle du Québec par le Conseil de gestion du Fonds vert en 2019-2020.

QUESTION GÉNÉRALE N° 70

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;**
 - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**
-

Aucune dépense publicitaire n'a été effectuée par le Conseil de gestion du Fonds vert en 2019-2020.

QUESTION GÉNÉRALE N° 71

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 72

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 73

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 74

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 75

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 76

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 77

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 78

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 79

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 80

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 81

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 82

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 83

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
 - f) les motifs de la demande;
-

Aucun contrat octroyé par le Conseil de gestion du Fonds vert n'a fait l'objet de coûts additionnels et par conséquent d'une autorisation du dirigeant, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

À noter que ce type d'information serait toutefois disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 85

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Cette question ne concerne pas le Conseil de gestion du Fonds vert.

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel de gestion 2019-2020** du Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 87

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité formé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

QUESTION GÉNÉRALE N° 88

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2019-2020 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2019-2020 du Protecteur du citoyen.

Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :

- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère;
 - b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés;
 - c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant. i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
 - d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.
 - e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.
 - f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 91

Veillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fonds vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

Pour 2018-2019 :

2018-2019	Nombre d'effectifs	Masse salariale
Cadre et TES	2	293 828,29 \$
Professionnels	4	442 946,90 \$
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	2	128 154,75 \$
Autres (étudiant et contrat 55 jours)	2	10 075,74 \$
Total	10	875 005,68 \$

Données au 14 mars 2019

Pour 2019-2020 :

2019-2020	Nombre d'effectifs	Masse salariale
Cadre et TES	2	306 101,17 \$
Professionnels	3	291 135,70 \$
Personnel de bureau, technicien et assimilés	2	99 717,29 \$
Autres (étudiants)	2	31 392,60 \$
Total	9	728 346,76 \$

Données au 31 mars 2020

QUESTION GÉNÉRALE N° 92

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'est pas concerné par cette question.

QUESTION GÉNÉRALE N° 93

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;**
 - b) Heures de stages effectués;**
 - c) Rémunération totale déboursée.**
-

Le Conseil de gestion du Fonds vert n'a eu aucun stagiaire en 2019-2020.

QUESTION GÉNÉRALE N° 94

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
 - b) le type de véhicules;
 - c) le nombre de véhicules hybrides;
 - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
 - e) le nombre de véhicules électriques.
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

